

Comme on le voit, ces questions sont bien différentes de celles que me prête le journal dont je viens de parler.

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE
DU BILL RELATIF AUX FORCES NA-
VALES DE L'EMPIRE.

La Chambre passe à la suite de la discussion, ajournée le 25 février, sur la motion du très honorable M. Borden, pour la 2e lecture du projet de loi (bill n° 21), ayant pour objet d'augmenter les forces navales actives de l'empire, sur l'amendement de M. Turriff et sur un sous-amendement de M. Guilbault.

L'hon. CHARLES MURPHY (Russell): Au moment d'adresser la parole à la députation sur l'important sujet qui l'occupe encore, je me sens porté à remercier le Gouvernement d'avoir présenté une mesure qui a servi plus que toute autre depuis quelques années à réveiller chez le peuple l'esprit national canadien. Je le sais fort bien, ce n'est pas cela que le Gouvernement avait en vue en présentant ce bill; mais pour cette raison même, le résultat que je viens de signaler me plaît mieux et est plus agréable aussi à mes collègues libéraux, convaincus comme moi que la preuve de la force que le Canada pourrait mettre à la disposition de l'Angleterre en cas de besoin réside non pas dans de bruyantes protestations de loyalisme, non pas dans ces banales déclamations: "Un seul drapeau, une seule flotte, un seul trône", si souvent poussées aux joyeuses heures de tant de banquets; non pas dans des contributions ou des prêts temporaires de navires ou de deniers; non, dans rien de tout cela, mais plutôt dans le libre développement de tous ses attributs comme nation autonome au sein de l'empire britannique. Vous suivez trop assidument et depuis trop longtemps les débats de cette Chambre à titre de député, monsieur l'Orateur, pour ne pas savoir que, grâce à plusieurs campagnes de jingoïsme, entreprises par la droite actuelle et ses amis, il ne convenait plus à un député de se dire Canadien. Il en fut ainsi jusqu'au 5 décembre dernier, c'est-à-dire jusqu'au moment même où le premier ministre fit connaître à la Chambre ses propositions concernant la marine. Dès lors il s'est produit un changement. L'opposition faite au projet du Gouvernement a porté le peuple à penser par lui-même, et j'ose dire que depuis deux mois il s'est produit dans l'opinion publique un changement plus considérable que jamais auparavant sur aucune question, et dans le même espace de temps. A preuve, tout député qui a adressé la parole sur ce sujet s'est placé au point de vue canadien, sans causer de surprise ni de mécontentement. Il y a quelques mois, il en aurait certainement causé. Ce chan-

M. GUILBAULT.

gement, la droite elle-même en donne parfois la preuve sans y penser, moins toutefois par ses paroles que par ses actes dans cette Chambre. Vous vous rappelez, monsieur l'Orateur, de quelle acclamation elle a salué, le 5 décembre, cette importante et pour ainsi dire théâtrale déclaration de son chef comportant que le ciel était chargé de nuages, qu'on pouvait entendre au loin le grondement du tonnerre et voir les éclairs sillonner l'horizon. Cependant, la citation de ces mêmes paroles, par le député d'Halifax, hier soir, a provoqué des rires de dérision chez ceux-là mêmes qui les accueilleraient avec tant d'enthousiasme il y a moins de trois mois. Paroles d'homme d'Etat le 5 décembre, rhétorique boursofflée à la fin de février! Je n'insisterai pas davantage sur ce point; je crois en avoir assez dit pour prouver mes affirmations et pour encourager la gauche à continuer son opposition à cette mesure jusqu'à ce que le premier ministre soit forcé de remplir au moins une de ses promesses et de soumettre cette proposition au peuple. L'histoire du Canada vous a appris, monsieur l'Orateur, que la population du Haut-Canada étant un jour appelée à décider la question vitale de savoir si elle serait gouvernée par Downing-Street par l'entremise d'un gouverneur, ou par un ministère comptable à elle et à elle seule de sa gestion, le chef d'une des tribus iroquoises lança une proclamation où il était dit:

La vraie question est celle de savoir si le pays va rester, sous la direction de la reine ou devenir un des états unis.

Eh bien, il me semble que c'est l'esprit de ce chef indien qui a dicté au Gouvernement sa politique actuelle et suggéré aux conservateurs cet argument qu'une politique navale canadienne tendrait à séparer le Canada de la Grande-Bretagne. En tous cas, c'est, depuis l'établissement du gouvernement responsable, la première fois qu'un parti politique propose ni plus ni moins que l'abandon d'un principe pour le triomphe duquel une génération de Canadiens a lutté et souffert, et le retour du pays à l'état de dépendance et d'infériorité où il se trouvait à l'époque du Family Compact. Pourquoi nous demande-t-on de faire cet acte d'abaissement national? Simple-ment pour permettre à ce Gouvernement de coalition de payer le prix de l'alliance du démon du jingoïsme avec le démon du nationalisme et, par ce moyen, de conserver le pouvoir encore quelques mois.

Il est un point qu'on a trop négligé. Ce bill ne devrait pas franchir une nouvelle étape sans que le ministre ait expliqué les relations du premier ministre avec son ancien collègue (M. Monk) concernant cette importante question. Nous avons bien la lettre de démission de M. Monk au premier ministre, mais elle ne parle que de ce